

Copernic débarque aux Finances

Après une série d'avatars, la réforme Copernic appelée à moderniser l'administration fédérale accouche d'un premier enfant: Coperfin.

La réforme de l'administration fédérale, péniblement remise en selle au terme du dernier Conseil des ministres et après un arrêt au vitriol du Conseil d'Etat, a été officiellement lancée lundi. C'est en grande pompe que les ministres Luc Van den Bossche (Fonction publique) et Didier Reynders (Finances), le commissaire du gouvernement Alain Zenner et le secrétaire général de l'administration des Finances, Grégoire Brouhns, ont porté "Coperfin" sur les fonts baptismaux. Après avoir mis en place la procédure des mandats des top-managers - les futurs patrons publics - et dressé l'organigramme des nouveaux départements de la Fonction publique, l'heure de la redéfinition des tâches et des processus de décision a sonné. En langage copernicien, on appelle cela du "reengineering". Seize programmes "Business Process Reengineering" - dites BPR - s'appêtent à redessiner la manière de travailler du Département. N'en déplaise au président du PS qui confiait récemment au "Soir": *C'est risible, ce nouveau langage. Allez expliquer à la ménagère d'Ougrée ou de Coxyde que désormais*

l'administration sera dirigée par des "top-managers" désignés au terme d'un assessment, les citoyens devront assimiler la nouvelle sémantique du secteur public. Lundi, Luc Van den Bossche s'est défendu de calquer les recettes du secteur privé: Cette réforme ne traduit pas une reprise aveugle des règles du management privé. Je dois naturellement les adapter aux spécificités et aux règles du secteur public. Qui doit devenir le meilleur employeur et le meilleur prestataire de services. Un défi qui passe par le "bottom-up". Entendez que la prise en compte des souhaits d'amélioration du service doit monter du bas de la hiérarchie vers le haut.

TVA informatisée

Le ministère des Finances est le Département le plus important de l'administration fédérale. Il occupe 30.000 personnes, la moitié des agents publics fédéraux. Coperfin coûtera 400 millions au Trésor. Il doit créer un environnement plus professionnel, susceptible d'offrir aux fonctionnaires des moyens et des méthodes de travail adéquats.

Et de rendre aux contribuables un service performant et épuré des lourdeurs administratives. Didier Reynders a rappelé que ce projet tient compte des besoins de l'administration des Finances, en moyens informatiques, d'infrastructure et de personnel. La mise en oeuvre de cette réforme s'étalera sur une dizaine de mois, mais le citoyen en ressentira les premiers effets plus tardivement. Certaines mesures initiées par le commissaire du gouvernement aux Finances, telles l'informatisation des déclarations d'impôt préremplies ou l'informatisation de la TVA, intégrées dans le projet Coperfin, pourraient cependant déjà être réalisées sous cette législature.

Reste le problème de la sélection du futur nouveau top-manager des Finances. Les procédures de désignation des dix futurs présidents des nouveaux services publics fédéraux seront lancées simultanément en janvier 2002. L'heureux élu sera connu à Pâques.

DIRK VANOVERBEKE